INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 22 septembre 2022**

* Les marchés actions européens ont nettement reculé, affaiblis par une Fed plus déterminée que jamais à juguler l'inflation. L'indice CAC 40 a clôturé en retrait de 1,87% à 5 918,50 points et l'EuroStoxx50 a perdu 1,79% à 3 429,31 points. Wall Street, qui a déjà fortement baissé mercredi, résistait un peu mieux. Le Dow Jones recule de 0,36% vers 17h30.
* Si la Fed a, sans surprise, relevé hier soir son principal taux de base de 75 points de base pour porter la fourchette à 3%-3,25%, les investisseurs ont été négativement surpris par le caractère agressif des nouvelles projections (dot plots) pour les taux des Fed Funds. Celles-ci impliquent 125 points de base de hausse d'ici la fin de l'année et un autre resserrement de 25 points en 2023, pour porter les Fed Funds à 4,625%.
* " L'essentiel de la réunion du comité de décision de politique monétaire est clair : la Fed veut affaiblir la demande de travail afin de diminuer les risques d'inflation salariale. Cela implique qu'une récession ou des conditions similaires à une récession sont nécessaires et la Fed agira pour créer ces conditions ", analyse la banque japonaise MUFG.
* " Les risques de récession mondiale ont tout lieu de monter en flèche, comme ils ont déjà commencé à le faire ces derniers jours " ajoute l'économiste, Véronique Riches-Flores.
* Avant de prévenir : " La probabilité d'une nouvelle jambe de baisse sur les marchés financiers, actions, crédit corporate et souverains ainsi que cryptomonnaies semble particulièrement élevée à quelques jours du début des publications de résultats et dans un contexte géopolitique toujours plus tendu ".
* Cette Fed plus agressive s'est traduite par une nouvelle hausse des taux longs. Le 10 ans américains gagne ainsi 16 points de base à 3,69%, entraînant dans son sillage son équivalent allemand : +9 points à 1,98%.
* Au lendemain de la décision de la Fed de relever ses taux de 75 points de base, les banquiers centraux n'ont pas chômé aujourd'hui. La Banque nationale suisse (BNS) a ainsi poursuivi le resserrement de sa politique monétaire en relevant, comme attendu, son taux directeur de 75 points de base pour le porter à 0,5%. L'institution entend contrer "la pression inflationniste qui s'est de nouveau accrue et entraver sa propagation à des biens et services moins touchés jusqu'ici par le renchérissement".

A cette occasion, la banque centrale s'est dit "disposée à être active, au besoin, sur le marché des changes, afin de garantir des "conditions monétaires appropriées". Depuis le début de l'année, le franc suisse a gagné plus de 9% face à l'euro, dont 1,5% en cinq séances. Historiquement, la Suisse s'efforce de maintenir un taux de change bas, un franc élevé affectant la compétitivité du pays sur ses marchés d'exportation.

Sur le marché des changes, le franc suisse perd 1,47% à 1,019 dollar.

* Le Japon est lui intervenu pour soutenir sa devise, qui est tombé la semaine dernière à un plus bas de 24 ans contre le dollar. Le dollar perd 1,51% à 141,92 yen après avoir perdu jusqu'à près de 2,5%.

" Nous avons pris des mesures décisives " a déclaré Masato Kanda vice-ministre des finances pour les affaires internationales, évoquant le marché des changes. "Nous constatons des mouvements spéculatifs derrière les mouvements soudains et unilatéraux actuels sur le marché des changes." Avant l'intervention, il fallait 145,90 yens pour obtenir un dollar.

L'écart des taux entre les Etats-Unis et le Japon - sachant que la Banque du Japon a maintenu ce matin une politique monétaire accommodante - s'est encore élargi depuis le décision de la Fed hier, augmentant l'intérêt d'être investi en dollar.

La BoJ a décidé de maintenir son objectif de taux à court terme à -0,1% et de conserver son taux d'intérêt à 10 ans à 0% en rachetant des obligations d'Etat (JGB).

* La Banque d'Angleterre a pour sa part annoncé une hausse de 50 points de base de son principal taux directeur à 2,25%, en ligne avec les attentes. 5 membres du Comité de politique monétaire ont voté en faveur d'une hausse de 50 points de base, 3 pour une augmentation de 75 points de base et 1 membre pour une hausse de 25 points de base.

" L'ampleur, le rythme et le calendrier de toute nouvelle modification du taux reflèteront l'évaluation par le Comité des perspectives économiques et des pressions inflationnistes. Si les perspectives laissent entrevoir des pressions inflationnistes plus persistantes, notamment du fait d'une demande plus forte, le Comité réagira avec force, si nécessaire " a déclaré la Banque d'Angleterre.

* Aucune surprise non plus du côté de la Norges Bank. Elle a relevé son principal taux directeur de 50 points de base, à 2,25%, et prévenu qu'il devrait de nouveau être rehaussé en novembre. "L'inflation est nettement supérieure à notre objectif de 2 %, et il est probable que l'inflation restera élevée plus longtemps que prévu. Nous relevons le taux directeur dans le but de faire baisser l'inflation", a déclaré la gouverneure, Ida Wolden Bache. Le taux directeur est au plus haut depuis 2011 et il devrait atteindre environ 3% au cours de l'hiver. L'inflation core avait atteint le niveau record de 4,7% en août.
* La recension des décisions des Banques centrales annoncées aujourd'hui ne serait pas complète sans évoquer la Banque centrale turque, qui continue ses expérimentations économiques. Elle a dévoilé une nouvelle baisse des taux de 100 points de base à 12% en dépit d'une inflation record.
* L'Administration américaine d'information sur l'énergie (EIA) a indiqué que les réserves nationales de gaz naturel ont augmenté de 103 milliards de pieds cubes au cours de la semaine terminée le 16 septembre. Ce chiffre est conforme aux prévisions moyennes des analystes, qui prévoyaient une augmentation de 92 milliards de pieds cubes, selon une enquête menée par S&P Global Commodity Insights.

Après la publication de ces données, le prix du gaz naturel livraison octobre perd 2,94%, à 7,55 dollars par million d'unités thermiques britanniques.

* L'industrie française a gagné en compétitivité-prix vis-à-vis des autres pays européens depuis environ un an, observe le cabinet Asterès. Alors que les prix à la production dans l'industrie augmentaient de manière globalement équivalente en Europe ces dernières années, le contexte inflationniste actuel a amélioré la situation relative de la France, souligne l'économiste Sylvain Bersinger.

Entre juillet 2021 et juillet 2022, les prix de production dans l'industrie ont bondi de 26 % en France mais dans le même temps ils s'envolaient de 30 % dans l'Union Européenne et de 37 % en Italie par exemple. La Franc est le "grand" pays d'Europe où la hausse des prix de production dans l'industrie a été la plus faible.

Cette amélioration relative de la position française peut s'expliquer par une moindre hausse des prix de l'énergie et des salaires.

La France, moins dépendante des approvisionnements russes pour son énergie que l'Allemagne ou l'Italie par exemple (du fait de son parc nucléaire), est relativement moins pénalisée par la flambée du prix du gaz.

De plus, le coût de la main d'œuvre a moins augmenté récemment en France qu'ailleurs en Europe :le coût du travail dans l'industrie a progressé de 6,3 % dans l'Union Européenne au deuxième trimestre (glissement annuel), contre une hausse de 4,1 % dans l'Hexagone.

**SOCIETES**

* Comme on pouvait s'y attendre, les valeurs de croissance, et au premier chef les valeurs technologiques, ont le plus souffert des tensions sur le marché des taux. Au sein de l'indice CAC 40, STMicroelectronics et Teleperformance ont perdu plus de 4%.
* A contrario, les valeurs bancaires en ont profité, permettant de limiter le recul de la Bourse parisienne.
* Veolia a finalement cédé ses activités de déchets britanniques à Suez pour deux milliards de livres, soit environ 2,3 milliards d'euros. Veolia avait prévu de vendre cette branche, nommé Suez Recycling and Recovery UK à l'australien Macquarie, mais Suez a fait jouer son droit de premier refus obtenu lors de son rapprochement avec Veolia, préemptant ainsi la vente. Cette cession était exigée par l'autorité britannique de la concurrence (CMA) pour que cette dernière valide la fusion.

Au final, Veolia aura vendu environ 3,4 milliards d'euros d'actifs au Royaume-Uni pour tenter d'obtenir enfin le feu vert du CMA.

Dans son communiqué, le géant français de l'eau et des déchets se félicite du prix obtenu, le même que Macquarie, qui représente 16,9 fois l'Ebitda normalisé. Cette cession contrainte a le mérite de réduire le levier d'endettement de Veolia nettement en dessous de 3 fois.

Veolia reste très présent au Royaume-Uni où il demeure le premier acteur du marché local de la gestion des déchets avec un chiffre d'affaires de 2 milliards d'euros.

En rachetant ses anciennes activités dans les déchets au Royaume-Uni, Suez conforte sa stratégie en renforçant ses activités de valorisation des déchets et en diversifiant son empreinte géographique.

Suez Recycling and Recovery dispose d'un portefeuille de plus de 25 000 clients industriels et collectivités et emploie environ 6 000 salariés pour un chiffre d'affaires de plus de 900 millions de livres sterling.

* Deezer a enregistré une amélioration de sa rentabilité à la faveur d’une croissance à deux chiffres de son chiffre d'affaires au premier semestre 2022. La perte nette est ressortie à 51,9 millions d’euros, réduite de 8,8 millions par rapport au premier semestre 2021 : - 60,7 millions d’euros. Si l’Ebitda ajusté du spécialiste de l'écoute de musique en streaming est négatif à hauteur de 24,6 millions d’euros, il est en amélioration de 4,6 millions d’euros par rapport au premier semestre 2021. Le chiffre d’affaires a augmenté de 12,1% à 219,4 millions d’euros.

Le nombre total d'abonnés de Deezer a diminué de 2,9% sur un an à 9,4 millions au 30 juin 2022 (- 2,9% par rapport au 30 juin 2021). Cette évolution résulte à la fois de la forte croissance de la base d'abonnés en France, portée par le B2C, et de la diminution enregistrée dans le reste du monde en raison de la nouvelle stratégie du groupe consistant à focaliser ses efforts sur quelques marchés clés à fort potentiel.

* Guerbet a cédé 0,23% à 17,46 euros après la publication de résultats semestriels contrastés. Le spécialiste de l'imagerie médicale a été pénalisé par la hausse de matières premières et autres approvisionnements (l’iode notamment). Le groupe souligne que la hausse des charges de personnel est restée contenue (+3,3%) malgré les fortes tensions de recrutement aux Etats-Unis. Au premier semestre, Guerbet a réalisé un bénéfice net de 3,3 millions d'euros contre 23,4 millions un an plus tôt.

Une chute qui s'explique par une hausse des provisions, liées à des litiges qualité avec des fournisseurs de composants. De plus la société a enregistré une forte hausse de sa charge d'impôt, passant en un an de 5,1 à 11,2 millions après l'analyse des risques fiscaux de l'ensemble de ses filiales. Enfin, Guerbet a enregistré dans ses comptes consolidés une dotation complémentaire de ses provisions pour risque au titre d'IFRIC 23 d'un montant de 9,5 millions.

* Xiamen Airlines a passé une commande ferme de 40 appareils de la famille A320neo au constructeur aéronautique Airbus pour agrandir sa flotte, ce qui correspond à environ 4,8 milliards de dollars au prix catalogue. L'accord a été annoncé à la bourse de Shanghai par China Southern Airlines, actionnaire principal de Xiamen Airlines. La livraison devrait avoir lieu entre 2024 et 2027.

La famille A320neo intègre des moteurs de nouvelle génération et des "Sharklets" qui, ensemble, permettent de réaliser des économies de carburant et de CO2 de plus de 25 %, ainsi qu'une réduction du bruit de 50%.

Les passagers bénéficient tout au long du voyage de l'intérieur primé Airspace d'Airbus, qui intègre les dernières technologies de cabine à la famille A320. À la fin du mois d'août 2022, le nombre total de commandes fermes de la famille A320neo a atteint plus de 8 500 unités, provenant de plus de 130 clients dans le monde.

* Le titre M6 rebondit à la Bourse (+5,10 % à 13,19 euros) après avoir été chahuté ces derniers jours suite au projet de fusion avorté avec TF1. RTL Group, qui détient 48,26% de M6, chercherait à se séparer rapidement de sa participation dans le groupe français. Selon le Financial Times, Bertelsmann a demandé à recevoir des offres indicatives d'ici vendredi. "Nous testons le marché. C'est sur la base de ce test que nous déciderons de vendre ou non", a confirmé au quotidien financier Thomas Rabe, le directeur général de Bertelsmann.

Parmi les candidats potentiels cités par le FT figurent un consortium d'entrepreneurs français de premier plan, dont le magnat du transport maritime Rodolphe Saadé, Stéphane Courbit, du groupe de production télévisuelle Banijay, et l'investisseur Marc Ladreit de Lacharrière.

Les candidats perdants de la dernière enchère envisagent également de nouvelles offres, comme le conglomérat MediaForEurope, soutenu par Silvio Berlusconi, et le milliardaire des télécommunications Xavier Niel, via sa société de production Mediawan.

Le groupe Vivendi de Vincent Bolloré, qui s'est activement opposé à la fusion TF1-M6, étudie également la possibilité de présenter une nouvelle offre après avoir fait une offre l'année dernière.

Deux autres milliardaires - l'investisseur tchèque Daniel Křetínský et le propriétaire français de télécommunications Patrick Drahi - évaluent également leurs options.

Certains de ces noms avaient déjà été cités par la presse française ces derniers jours.

Thomas Rabe, le directeur général de Bertelsmann, a confirmé au Financial Times qu'il avait demandé des offres non contraignantes après avoir été "inondé de manifestations d'intérêt" pour M6 après l'échec de sa fusion avec TF1, propriété de Bouygues, la semaine dernière.

**ANALYSES**

* Alors que les perspectives s'assombrissent pour l'économie française, le moral des chefs d'entreprise s'étiole. Le climat des affaires perd 2 points en septembre, a indiqué ce jeudi l'Insee. A 102, l'indicateur demeure néanmoins légèrement au-dessus de sa moyenne de longue période qui s'établit à 100.

A l'exception du bâtiment, tous les secteurs participent à la baisse confirmant le ralentissement de l’activité économique dans l’Hexagone. Entre les incertitudes sur l'évolution du conflit en Ukraine, l'explosion de leurs coûts, les menaces de coupures de courant et de rationnement d'énergie cet hiver, les patrons s'inquiètent de leurs perspectives. Même dans le secteur des services qui a profité d'une saison estivale radieuse grâce au retour des touristes étrangers en France et au sein duquel le climat demeure à un niveau élevé (106).

C'est dans le commerce de détail que l'humeur est la plus sombre. Tombé à 96, l'indice s'éloigne de sa moyenne de longue période. Après une petite embellie au mois d'août, les commerçants redoutent les conséquences de l'inflation sur la consommation des ménages. Reflet de leur pessimisme quant à l'évolution de leur activité, « les intentions de commandes diminuent nettement et se situent au plus bas depuis novembre 2020 », relève l'Insee.

Dans l'industrie également, le moral devient de plus en plus morose. L'indice ne fléchit que de 1 point en septembre mais de nombreux voyant s'allument alertant sur une situation plus tendue.

Comme au cours des mois précédents, les chefs d'entreprise se montrent pessimistes sur leurs carnets de commandes. Bien qu'en léger repli, les stocks ont par ailleurs grossi. Ce qui signifie qu'il va falloir les écouler, et ce, au moment où la demande, intérieure et internationale, ralentit.

Au-delà, ce sont les difficultés de production qui inquiètent. L'enquête de l'Insee confirme certes une stabilisation des difficultés d'approvisionnements - à un niveau élevé. Mais alors que la facture d'énergie flambe dans de nombreux secteurs, les industriels redoutent d’avoir à restreindre leur production, voire à l’interrompre pendant l’hivers. L'anxiété est perceptible dans les secteurs les plus exposés comme la chimie, la métallurgie, le bois-papier ou encore l'industrie du plastique et du caoutchouc.

« L'énergie est devenue la principale source de nos déboires », a souligné Christophe Beaux, le directeur général du Medef. Auditionné mardi avec les dirigeants des autres organisations patronales par la délégation sénatoriale aux entreprises, il a notamment alerté sur les « possibles effets en cascade » d'une mise à l'arrêt de l'outil de production. « A court terme, la situation n'est pas si mauvaise pour la plupart des entreprises. Mais les perspectives au second semestre et pour l'avenir sont dramatiques », a-t-il prévenu.

Selon le coprésident du Mouvement des entreprises de taille intermédiaire (Meti), Frédéric Coirier, le ralentissement de l'activité est d'ailleurs déjà perceptible. « Les volumes transportés en France sont en baisse. On produit moins, mais cela ne se voit pas dans les chiffres d'affaires des entreprises du fait de l'inflation ». Et le pire est à venir. « L'industrie est dans un niveau de stress incomparablement plus élevé que les autres secteurs. Une ETI sur dix déclare qu'elle va s'arrêter de produire », a-t-il indiqué.

Au Meti et à la CPME, on observe que les entreprises peinent à répercuter la hausse des coûts. Sans mécanisme de plafonnement des prix de l'énergie, « la France est menacée d'une nouvelle vague de désindustrialisation comme en 2008 », avertit Frédéric Coirier.

**L’AGENDA DU 23 septembre 2022**

**09h15 en France**
Indices des directeurs d'achats pour les secteurs manufacturier et des services

**09h30 en Allemagne**
Indices des directeurs d'achats pour les secteurs manufacturier et des services

**10h00 en zone euro**
Indices des directeurs d'achats pour les secteurs manufacturier et des services

**15h45 aux Etats-Unis**
Indices des directeurs d'achats pour les secteurs manufacturier et des services